



Revue de presse



Lundi 10 Avril 2023



Avant-projet de comptabilité publique

Une trentaine d'amendements introduits

Il va sans dire que le développement économique ne peut s'opérer, convenablement, si le cadre réglementaire comptable et financier ne suit pas.

L'avant-projet de loi sur la comptabilité publique suscite l'intérêt des parlementaires des deux chambres. Les débats y sont acharnés et soutenus, notamment pour ce qui est du contrôle financier, le contrôle parlementaire et la transparence dans la gestions des marchés publics. Les députés de la chambre basse ont, pour le moment, apporté plus d'une trentaine de propositions d'amendements aux textes de lois dans cet avant-projet, annonce-t-on.



Marchés publics

La numérisation des procédés est en marche

Objet de discordes et d'opacités par le passé, l'attribution des marchés publics est en voie de connaître une réelle révolution.

Dans le besoin de porter les réformes engagées, notamment celles liées à la lutte contre la bureaucratie, et aux lenteurs administratives, à une vitesse supérieure, les actions de la numérisation sont attendues à tous les niveaux.

Brics

L'adversaire qui fait peur à l'Ouest

L'agenda des Brics, qui ont réussi à consolider leur position sur la scène politique et économique mondiale, conduit à la réduction de la domination des États-Unis et du monde occidental en général et à l'établissement d'une nouvelle réalité multipolaire.



FORMATION DES INSPECTEURS SUR L'IMPLEMENTATION DES NORMES INTERNATIONALES D'AUDIT

L'Algérie reçoit un financement de la BAD

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance des entreprises publiques et des participations de l'État, le ministère des Finances a publié sur son site officiel un avis à manifestation d'intérêts (service des consultants), après avoir reçu un financement du Groupe de la Banque africaine de développement - Fonds d'assistance technique en faveur des pays à revenu intermédiaire (FATPRI).

Selon ledit document, ce financement servira à couvrir le coût du projet de renforcement de la gouvernance des entreprises publiques et des participations de l'État en Algérie, et a l'intention d'en utiliser une partie pour financer le contrat intitulé « Renforcement des capacités des cadres de l'Inspection générale des finances (IGF) afin de favoriser la convergence vers les pratiques internationales et faciliter la modernisation du processus de vérification».

Il est également mentionné dans la publication ministérielle que les services prévus au titre de ce contrat comprennent la formation des inspecteurs de l'Inspection générale des finances sur l'implémentation des normes internationales d'audit. Apportant plus d'explications sur les modalités de cette formation, il est noté selon la même source« qu'elle concerne 15 cadres et qu'elle devra être assurée en langue française et privilégier l'aspect pratique du thème afin de favoriser les échanges entre les cadres ». Concernant le thème de la formation, « il devra être dispensé en mode présentiel au sein des locaux de l'Inspection générale des finances, au siège du ministère ».

Et d'ajouter que « le consultant devra prendre toutes les dispositions nécessaires à l'effet d'assurer un déroulement approprié du cycle de la formation ». À ce titre, le ministère des Finances, et à travers l'Inspection générale des finances, invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.

Pour ce qui est des conditions et critères d'admission, « les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences attestant de leur qualification pour une prise en charge adéquate des prestations suscitées (documentation, références de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilités...). Le document précise, en outre, que « les critères d'éligibilité, les consultants de la liste restreinte et la procédure de sélection, seront conformes à la politique de passation des marchés de la Banque africaine de développement, édition octobre 2015.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

L'ALGÉRIE : Ce grand pôle d'attraction

Une Algérie nouvelle, avec un État fort, juste et prospère se concrétise de fort belle manière.

Depuis l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, une élection qui a évité à l'Algérie de basculer véritablement en situation insurrectionnelle, le pays se transforme à vu d'œil en dépit de la persistance de « vents contraires ». Il faudrait être aveugle pour essayer de se satisfaire que rien ne bouge dans l'Algérie de Tebboune.

Dans son entretien à la chaîne Al-Jazeera podcast, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en exergue toutes les réalisations de l'Algérie nouvelle, ainsi que les ambitieuses projections, avec son franc-parler légendaire, et sa parfaite maîtrise de tous les dossiers, le président de la République s'est aussi projeté dans l'Algérie de demain.

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

Accroître les exportations

Une zone franche s'insérant dans l'économie mondiale a besoin tout d'abord de réunir un certain nombre de facteurs favorables à son développement, comme un environnement adéquat aux affaires, des infrastructures modernes, la lutte contre la corruption, la protection des investisseurs... Aussi, l'adoption de la loi définissant les règles régissant les zones franches vise à développer le commerce extérieur.

Cette loi constitue une opportunité pour développer l'économie nationale et renforcer les échanges commerciaux et l'investissement étranger direct, tout en augmentant les recettes du pays en devises. A charge du gouvernement de faciliter les activités à l'intérieur de ces zones, à travers une série de mesures incitatives en tant qu'outil de la politique de la croissance économique et la mise en place de fondements sous-tendant une vision stratégique pour la création de ces zones franches en faisant de celles-ci des points de complémentarité économique.



Marché pétrolier au second semestre 2023, Perrin : «Un risque fort de déséquilibre»

Le baril du pétrole, après avoir été fortement secoué suite à la crise bancaire provoquée par la faillite de la Silicon Valley Bank aux États-Unis et l'effondrement boursier du Crédit suisse, retrouve progressivement sa bonne santé. Sollicité par nos soins à propos des perspectives, Francis Perrin, Directeur de recherche à l'Iris et chercheur associé au Policy Center for the New South, indique que de façon générale, que «le marché pétrolier mondial pourrait être assez tendu en 2023».



Douane du port d'Alger : Facilitation des procédures pour les voyageurs

Le bateau «Bordj Badji Mokhtar III» est arrivé, ce dimanche, de Marseille avec à son bord 1.072 voyageurs et 661 véhicules. Nos ressortissants sont nombreux à rentrer au pays pour y passer le Ramadhan et les fêtes de l'Aïd, et vivre des moments de partage et de solidarité.

Les douaniers travaillent sans relâche, avec un rythme identique à celui des autres jours. «Depuis le 1er janvier, nous avons enregistré une moyenne par car-ferry de 750 voyageurs et 650 véhicules», confie l'officier de contrôle Omar Hassini, inspecteur principal par intérim.



Face à une crise énergétique aigue L'Europe boostera encore la croissance algérienne en 2023

La croissance algérienne devrait un peu ralentir en 2023, mais sera toujours dans le vert, portée par la demande européenne en énergie, à en croire les prévisions de la Banque mondiale.

L'économie algérienne garde le sourire. Le pays des fennecs devrait connaître une croissance de 2% en 2023, à en croire les derniers calculs de la Banque mondiale. La dynamique sera néanmoins moins marquée qu'en 2022, où le PIB avait augmenté de 3,1%. Le pays profite en particulier des craintes énergétiques européennes, les 27 cherchant à diversifier leurs approvisionnements en hydrocarbure, après les sanctions prises contre la Russie. Plus généralement, c'est toute la région constituée du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord qui continuera d'être dans le vert, avec une croissance de 3% en 2023, puis de 3,1% en 2024. Un ralentissement devrait néanmoins s'opérer du côté des pays du Golfe, gros exportateurs de pétrole, à cause de la baisse attendue des prix de l'or noir.

L'Algérie respire une nouvelle ère

Dans la perspective de l'Algérie nouvelle, l'étape actuelle que traverse le pays respire une nouvelle ère, appelle chacun et tous à envisager les réactions dans une perspective élargie au cadre d'un développement, d'une sérénité et d'un bien-être.

Au regard des menaces qui pèsent sur le pays, notamment l'instabilité régionale, le devoir national est de protéger la souveraineté nationale, de la sécuriser en continu, à travers une mobilisation accrue et une préparation des contextes qui peuvent survenir. Dans le contexte géopolitique et sécuritaire actuel, le maintien de la stabilité et parcours de l'Algérie, la poursuite de la relance économique, la poursuite de la modernisation au bénéfice des populations représentent des objectifs qui fondent l'avenir de la nation.

Grâce à ses récentes découvertes Sonatrach renforce sa présence à l'international

Le géant pétrolier algérien Sonatrach a renforcé sa présence sur les marchés internationaux, en annonçant dans son dernier bilan la signature de plusieurs accords de fournitures de gaz.

Cela hisse notre pays en un partenaire fiable et véritable alternatif pour assurer les besoins de ses partenaires en énergie.

Des gaz torchés à réduire

La Banque mondiale (BM) a l'Algérie à l'œil en matière de torchage de gaz. Si, d'une manière globale, on signale que «l'intensité du torchage mondial est tombée à son niveau le plus bas depuis le début de la collecte de données satellitaires, dans un contexte marqué par une augmentation de 5% de la production pétrolière en 2022 », selon les données d'un rapport du Partenariat mondial pour la réduction des gaz torchés (GGFR), un fonds fiduciaire administré par la Banque mondiale et formé d'une coalition de gouvernements, de compagnies pétrolières et d'organisations multilatérales qui s'efforcent d'éliminer le brûlage systématique de gaz à la torche sur les sites de production pétrolière du monde entier, ce n'est pas le cas de le dire pour trois pays africains, l'Algérie, la Libye et le Nigeria, qui figurent parmi les neuf plus grands torcheurs de gaz au monde (Russie, Irak, Iran, Algérie, Venezuela, Etats-Unis, Mexique, Libye et Nigeria), selon la même source.



"الشروق" ترافق فرقة البويرة وتنقل كواليس عملها في رمضان

الجمارك الجزائرية.. مهام أمنية واقتصادية بلمسة إنسانية

لم تكنف مصالح الجمارك الجزائرية بمهامها الأمنية والاقتصادية المنوطة بها، والتي تؤديها بكل صرامة لحماية للاقتصاد الوطني، بل اندمجت رفقة المصالح الأخرى، ضمن مساعي وأهداف الدولة الجزائرية في مكافحة جريمة المضاربة تحت شعار "المصلحة العامة والوطنية، أولى من المنافع الفردية"، غير أنها لم تتخل عن وجهها الإنساني ومرافقتها للمبادرات النبيلة لا سيما في شهر الصيام، سواء من حيث الجو العائلي الذي تجسده المديرية العامة بين إدارتها وأعاونها بمراكزهم، أو من خلال إفطار وتوجيه مستعملي الطرقات خلال الدوريات والحواجز المنصوبة عبر الطرقات والمسالك.



وثيقة التوطين البنكي وتسيير مركزي للمنصة الرقمية ورفع العراقيل

هذا جديد ملف استيراد المواد الموجهة للبيع على الحالة

باشرت مصالح وزارة التجارة وترقية الصادرات تسهيلات في عملية الاستيراد للمواد الموجهة للبيع على الحالة التي سجلت نقصا في السوق الوطنية، استجابة لأوامر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون وتنفيذا لتعليمات وزير القطاع الطيب زيتوني الذي شدد على ضرورة التعجيل في الرد على الطلبات.

وفي وقت تستمر عملية تقييم احتياجات السوق الوطنية، تلقى خلال الأيام الأخيرة متعاملون وثيقة التوطين البنكي للاستيراد لاستئناف نشاطهم، بعد أن شهدت العملية صعوبات قلصت الاستيراد دامت أزيد من سنة.

في إطار تكييف الجماعات المحلية مع ميزانية الأهداف

لا تبديد للمال العام مع الرقابة القبلية للنفقات العمومية

- المراقب المالي هو مجلس المحاسبة والمفتشية العامة للمالية محليا
- تجسيد أفضل لميزانية الأهداف عبر المتابعة
- بوئلجة: ضبط صلاحيات الأمرين بالصرف والمحاسبين والمراقبين الماليين

تضمن أحكام مشروع قانون المحاسبة العمومية والمراقب المالي، للجماعات المحلية، حماية من الوقوع في المديونية مع تجسيد أحسن للبرامج التنموية وفقا للأهداف المسطرة، وهذا بفضل الرقابة القبلية على النفقات العمومية، التي يقوم بها المراقب المالي الذي يقر بقانونية النفقة العمومية من عدمها بشكل يجعله يقوم بدور مجلس المحاسبة والمفتشية العامة للمالية على المستوى المحلي.

EXIGUÏTÉ À LA RECETTE DES IMPÔTS

De nombreux commerçants ne cessent de réclamer de meilleures conditions d'accueil et une structure plus adaptée afin de pouvoir régler leurs impôts dans la ville d'Azazga. Une requête qui remonte à plusieurs années et qui ne trouve toujours pas une solution dans cette ville commerçante par excellence et qui requiert la mise en place de services à la hauteur de son dynamisme. Des responsables du bureau local de l'Union générale des commerçants algériens nous avaient informés ces dernières années d'un projet de réalisation d'un Centre de proximité des impôts à Azazga. Depuis, aucune nouvelle sur ce dossier. Pour l'heure, les contraintes se poursuivent pour les citoyens qui se rendent journellement dans le local de quelques mètres carrés faisant office de recette des impôts.

SELON LE RAPPORT ANNUEL DU GECF

De belles perspectives pour le gaz

Mercredi dernier, le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a publié son Annual Gas Market Report (AGMR) 2023, le rapport annuel sur le marché du gaz. Un document qui tranche totalement avec les précédents tant cette nouvelle édition est extrêmement riche en informations, en analyses et en perspectives, sur pratiquement tout ce qui a trait à l'industrie et au marché du gaz dans lesquels l'Algérie tient un beau rôle depuis l'année dernière particulièrement, comme souligné dans le document.

Le GECF fait remarquer que sa publication, d'une part, présente les évolutions liées au gaz naturel en 2022 et les perspectives 2023-2024 et, d'autre part, elle intervient à un moment où les marchés du gaz naturel subissent des transformations fondamentales en termes de flux physiques, d'investissements, de commerce et de fonctionnement du marché. Le Forum affirme, en tout premier lieu, que bien que la consommation de gaz naturel ait légèrement diminué en 2022, elle devrait rebondir en 2023-2024 et atteindre un niveau record. Autres remarques majeures consignées dans son rapport par le GECF : l'investissement dans l'industrie gazière s'est redressé au cours des deux dernières années, mais reste inférieur à celui d'avant la pandémie malgré la hausse des prix du gaz et des coûts d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction, note le Forum, avant d'expliquer que les contrats gaziers à long terme ont regagné de l'importance grâce aux avantages qu'ils procurent en matière de sécurité d'approvisionnement. «Le commerce du GNL continue de se développer, augmentant de 6% en 2022 et rendant les marchés du gaz plus global et interconnecté. Le gaz naturel a également acquis une plus grande reconnaissance comme énergie propre et étiquetée verte dans la taxonomie de l'UE. Captage, utilisation du carbone et les projets de stockage en phase de développement se sont multipliés, et des politiques ont été adoptées dans de nombreux pays. L'hydrogène a gagné en intérêt, notamment pour décarboner les processus industriels difficilement électrifiables», note l'organisation phare regroupant les producteurs de gaz que dirige l'Algérien Mohamed Hamel.

Après une baisse en 2022, la consommation de gaz augmentera en 2023

En 2022, pour le GECF, les marchés du gaz ont été caractérisés par d'importantes turbulences et changements, principalement

due aux évolutions géopolitiques et au sous-investissement dans l'industrie au cours de la dernière décennie. Les prix spot du gaz et du GNL en Europe et en Asie ont explosé à des niveaux record à la fin de l'été, tout en connaissant une volatilité importante tout au long de l'année. Cela a été principalement attribué à un marché du GNL tendu, la demande de GNL en Europe a augmenté pour remplacer la baisse des importations de gaz par pipeline dans la région. En guise de constat majeur également, le GECF note qu'en 2022, on estime que la consommation mondiale de gaz a enregistré une baisse de 0,4% en glissement annuel pour atteindre 4,03 billions de mètres cubes. Un hiver doux au 1^{er} trimestre et au 4^e trimestre 2022 dans l'hémisphère Nord a entraîné une baisse de la consommation de gaz dans le secteur résidentiel, alors que les prix élevés du gaz ont affecté la consommation de gaz dans le secteur industriel, ce qui a mené au déclin de la demande dans divers pays d'Asie-Pacifique et d'Europe. Entre-temps, la consommation de gaz américain a augmenté de 5% en glissement annuel grâce à une augmentation de la consommation dans le secteur de la production d'électricité dans un contexte de resserrement de l'offre de charbon et de hausse de son prix. En 2023, la consommation mondiale de gaz devrait augmenter d'environ 1% en glissement annuel, avec les États-Unis, la Chine et certains pays émergents en Asie-Pacifique, comme moteurs de la croissance. La vente de gaz par canalisation s'est contractée en 2022. L'Europe, en tant que premier marché mondial pour le commerce du gaz par gazoduc, représente les trois cinquièmes des flux nets au niveau mondial. Les importations totales de gaz par gazoduc vers l'UE en 2022 ont atteint 203 milliards de mètres cubes, soit 26% ou 70 milliards de moins d'une année sur l'autre. Les importations de l'UE en provenance de Russie ont fortement diminué, ce qui n'a été que partiellement compensé par les

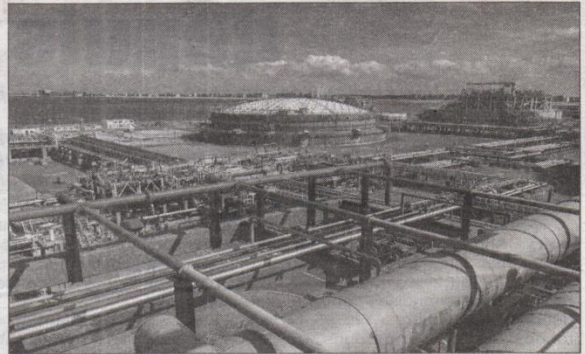


Photo: DR

augmentations de la Norvège et de l'Azerbaïdjan. Les importations de gaz de gazoduc dans l'UE pourraient encore baisser en 2023. Entre-temps l'Asie et les marchés du Pacifique devraient enregistrer une hausse du commerce du gaz par pipeline alors que la Russie pivote fortement vers la région, ses exportations vers la Chine devant augmenter de 40% en glissement annuel en 2023.

Norvège, Azerbaïdjan et Algérie, les trois solutions pour la crise avec la Russie

En 2022, l'Algérie a travaillé sur l'amélioration de sa production de gaz, la rationalisation de la consommation domestique, et l'augmentation de ses exportations en devenant «une source de gaz fiable pour l'UE dans son objectif d'assurer la sécurité énergétique par la diversification de l'approvisionnement», note le GECF qui estime que la baisse de l'offre de 2021 à 2022 a été entraînée par une réduction d'environ 80 milliards de m³ (mmc) d'approvisionnement en provenance de Russie et d'Algérie, parallèlement à une augmentation de l'approvisionnement en gaz d'à peine environ 10 mmc de la Norvège et de l'Azerbaïdjan. L'essentiel du manque à gagner était attribué à une perte de 77 Gm³ d'importations de gaz par gazoduc en provenance de Russie. La Norvège s'est engagée à augmenter sa production nationale et ainsi élever ses exportations de GNL et de gaz par canalisation. Cela a été traduit par une augmentation d'environ 7 milliards de mètres cubes au total sur l'année. De même, dans leur objectif de diversification des sources d'approvisionnement énergétique, les pays de l'UE ont signé des accords pour l'augmen-

tation des importations d'Algérie et d'Azerbaïdjan. En 2022, l'Azerbaïdjan a augmenté ses exportations de gaz par pipeline vers l'UE de 3 mmc. Dans le cas de l'Algérie, le défi était de relever la production de gaz ainsi que le déplacement de l'orientation du marché de l'Espagne vers l'Italie, explique le GECF avant d'avancer des chiffres sur les flux de gaz russes «qui ont diminué sur la plupart des itinéraires, et enregistré une augmentation de 2% en quantités livrées via le gazoduc Turkstream», alors que dans le même temps, «les exportations algériennes vers l'Espagne ont chuté de 35% tout en augmentant de 9% l'approvisionnement de l'Italie».

Pour 2023, le Forum prédit, entre autres, «une disponibilité accrue de gaz d'alimentation en Algérie et à Trinité-et-Tobago, de 1 à 2 Mt» et cette même disponibilité devrait, toujours selon le GECF, s'accroître de 3 - 4 Mt dans les deux mêmes pays auxquels s'ajoutera le Nigeria. En 2022, les exportations de GNL du GECF (pays membres et pays en qualité d'observateurs) ont augmenté de 4% (8 Mt) en glissement annuel pour atteindre 197 Mt. La hausse des exportations de GNL a été soutenue par le démarrage et la montée en puissance de projets de liquéfaction, plus grande disponibilité de gaz d'alimentation. La Russie, le Qatar, la Norvège, la Malaisie, Trinité-et-Tobago, l'Égypte, la Guinée équatoriale, le Pérou et le Mozambique ont représenté la majeure partie de la croissance supplémentaire des exportations de GNL du GECF et compensé la baisse des exportations du Nigeria, de l'Algérie, des Émirats arabes unis et de l'Angola, est-il précisé dans le document du GECF.

Azedine Maktour

LA DOUANE RÉVÈLE LES TARIFS DE RÉFÉRENCE

Depuis le décret sur le début des importations de véhicules en Algérie, un seul sujet préoccupe les citoyens : les prix des voitures entrantes. Une valeur qui restait floue jusqu'ici et qui était sujette à la spéculation. Pour prévenir l'abus sur les tarifications des véhicules importés, la direction générale des douanes algériennes (DGD) a fixé des plafonnements pour les prix, en se basant sur une référence bien connue du monde automobile.

Pour éviter la surfacturation et la tarification aléatoire, les services de la douane algérienne se sont basés sur la cotation de l'Argus pour fixer des limitations de prix aux importateurs.

"Il s'agira de faire correspondre les déclarations d'importation avec les prix en vigueur dans le pays d'origine", selon les chiffres de l'Argus. Cette initiative touche à la fois les véhicules utilitaires et touristiques et vise à réguler les fluctuations tarifaires sur le marché.

Ainsi, les déclarations faites par les concessionnaires auto ne devront pas dépasser le montant indiqué par "le barème des douanes." En cas d'écart entre le tarif de référence et celui déclaré et l'absence de justificatifs légaux, des poursuites judi-



aires peuvent être engagées selon l'article 16 de la loi douanière.

À noter toutefois que la taxe sur la valeur ajoutée (20 % du prix) est soustraite du prix de référence. Le tarif du fret maritime est, quant à lui, pris en compte dans le barème.

Quels sont les prix fixés par la douane algérienne pour les voitures importées en 2023 ?

Les véhicules les plus abordables seront ceux de Dacia, Renault, Fiat, Citroën et Hyundai, avec des prix inférieurs à 20 000 euros pour certains modèles. Les prix des voitures Mitsubishi sont compris entre 13 890 euros et 40 990 euros et ceux de DS Automobile vont de 30 100 à 88 650 euros. Le document des douanes, transmis au média arabophone « Echourouk » répertorie les prix fixés et fait état des chiffres suivants :

- Ford entre 22 790 et 41 900 euros ;
- Mini entre 42 000 et 131 900 euros ;
- Nissan entre 20 490 et 61 900 euros ;
- Opel entre 18 800 et 46 850 euros ;
- Peugeot entre 17 100 et 71 170 euros ;
- BMW entre 30 650 et 105 100 euros ;
- Chevrolet entre 88 000 et 95 000 euros
- Citroën entre 16 590 et 50 450 euros ;
- Honda entre 24 000 et 55 000 ;
- Hyundai à partir de 12 940 euros jusqu'à 61 650 euros ;
- Jaguar entre 54 900 et 142 000 euros ;
- Jeep entre 38 500 et 80 700 euros ;
- Kia à partir de 12 790 (Picanto) ;
- Lamborghini entre 190 000 et 299 000 euros ;
- Mercedes entre 37 000 et 240 000 euros
- Renault entre 15 750 et 51 900 euros ;
- Seat entre 16 000 et 54 000 euros ;
- Skoda entre 17 000 et 57 000 euros ;
- Toyota entre 17 000 et 70 000 euros ;
- Volkswagen entre 22 990 et 85 000

تماشياً مع التزامات رئيس الجمهورية بالإصلاح منظومة قانونية استشرافية لبناء الجزائر الجديدة

ناقش وصادق البرلمان الجزائري خلال الأشهر القليلة الماضية عدة قوانين جديدة تتعلق بالإعلام والعمل النقابي، وقانون النقد والصرف الجديد. وتمت المصادقة على قانون الإعلام الجديد، الذي يعتبر الثالث من نوعه في تاريخ الجزائر، تماشياً مع التزامات رئيس الجمهورية بإصلاح بعض القطاعات، لا سيما قطاع الإعلام والنقد والصرف.

على مجالدي

والذي صادق عليه البرلمان بعد حاجة ملحة لتقضيها الظروف، لا سيما وأن مجال الإعلام شهد تغييرات جوهرية بفعل التطور التقني وانتشار ما يعرف بمنصات التواصل الاجتماعي، وحماية الأمن الإعلامي للجزائريين من واجب الدولة عن طريق وسائل الإعلام العامة والخاصة، لكن هذا الأمر يحتاج الى تنظيم، فمثلا يمنع قانون الإعلام الجديد أي تمويل خارجي لوسائل الإعلام مع ضرورة احترام مكونات السيادة الوطنية وعدم المساس بالهوية، الوطن والأمن القومي، كما تضمن القانون الجديد شروط فتح مواقع الكترونية، وهذا العنصر بالذات كان مفقودا في القوانين السابقة ويأتي متوافقا مع التغييرات التي يشهدها الإعلام والتحول من الورقي الى كل ما هو الكتروني رقمي.

بنوك رقمية واستثمارية وتقنين الصيرفة الإسلامية

كما عرض وزير المالية، لميزيد فايد، الأسبوع الماضي، مشروع تعديل قانون النقد والصرف، على البرلمان، والرامي إلى إعادة هيكلة القطاع المصرفي وتشجيع الاقتصاد والاستثمار الأجنبي، مع تسهيل حركة رؤوس الأموال، مع إصدار عملة رقمية والترخيص لإنشاء بنوك رقمية واستثمارية. ويمثل القانون الجديد إطارا لتجسيد التزامات رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في إعادة هيكلة القطاع المصرفي في الجزائر، بهدف تشجيع الاستثمار الأجنبي وتسهيل حركة رؤوس الأموال، بالإضافة إلى محاصرة السوق الموازية للعملة الأجنبية. وتضمن مشروع القانون الجديد إدخال آليات جديدة في السياسة النقدية الوطنية، وذلك بسماع تكييفها مع خصوصيات العمليات المصرفية، خاصة الصيرفة الإسلامية والتمويل الأخضر. ويرمي هذا المشروع إلى تلبية مطلب شعبي بتقنين الصيرفة الإسلامية، التي لم تحكم لها بأحكام واضحة في قانون النقد والقروض الحالي.

صادق أعضاء مجلس الأمة الجزائري (الغرفة الثانية من البرلمان) على مشروع القانون المتعلق بممارسة الحق النقابي، ليدخل بذلك حيز التنفيذ بمجرد صدوره في الجريدة الرسمية، ويهدف بشكل أساسي إلى تجسيد مقتضيات دستور 2020 المتعلقة بحماية الحريات وضمان الحقوق الأساسية للعمل.

منع الجمع بين العمل النقابي والسياسي

ومن ضمن التغييرات الجوهرية التي أقرها القانون المتعلق بممارسة الحق النقابي عدم المزاجية بين النضال النقابي والعمل السياسي، وفي هذا الإطار يرى الدكتور "عبد القادر بوخالفة" في تصريح له "الشعب"، أن المضامين الجديدة تهدف إلى التوافق مع التغييرات السياسية التي عرفتها الجزائر ومعظم الدول الديمقراطية تمنع المزج بين العمل النقابي.

كما يضمن القانون المحافظة على استقلالية النقابات حتى لا تحيد عن وظيفتها في الدفاع عن حقوق العمال، بالتالي فالاضراب لا ينبغي له أن يمارس لتحقيق غايات سياسية، كما يسعى القانون الجديد لتنظيم العمل النقابي وحتى يتفرغ النقابيون للدفاع عن مصالح العمال بعيداً عن كل التجاذبات والمصالح، مع وضع منصة إلكترونية للتسجيل القانوني للمتخربين وغريبة الانخراطات المتعددة، ويكل تأكيد الرقمنة ستساعد على المراقبة وتطبيق القانون الجديد، وبشكل عام تأتي هذه التعديلات الجديدة والتي مست عدة قطاعات في إطار أخلقة العمل السياسي في الجزائر والذي عرف تجاوزات كبيرة في العقد الماضي بسبب ممارسات كلنا نعرفها ولا حاجة لذكرها هنا.

ضمان الأمن الإعلامي للجزائريين

علاوة على ذلك، يرى أستاذ الإعلام والاتصال الدكتور عبد السلام ستيتي في تصريح لـ "الشعب"، أن قانون الإعلام الجديد

البرلمان يميز إلى السرعة القصوى في مناقشة القوانين النصوص التشريعية.. لبنة الإقلاع الاقتصادي هذا العام

على دراسة مشروع القانون النقدي والمصري بشكل مكثف من خلال الاستماع إلى مدراء البنوك العمومية والخاصة، كالمدير العام لبنك الفلاحة والتنمية، المدير العام لبنك البركة الجزائر والمدير العام لبنك الوطني الجزائري، بالإضافة إلى رئيس مجلس الإدارة مصرف السلام الجزائر. وتمحورت جلسات الاستماع حول ما جاء في قانون النقدي والمصري الجديد، والذي يعتبر نواة أساسية للصناعة المالية بالجزائر، ومستقبل النشاط البنكي والمصري على ضوء التحولات الكبرى للاقتصاد الوطني، خاصة فيما يتعلق بالاستثمار ورفع قيمة الصادرات خارج المحروقات.

وخلال جلسات النقاش لقانون النقدي والمصري، أشاد النواب باستجابته للعديد من المطالب التي كانت مطروحة خاصة ما تعلق منها بالصيرفة الإسلامية التي خصص لها مواد لأول مرة أخذت طابعا رسميا إضافة لما جاء في النظام 20-02، المتعلق بالعملة الرقمية وما يمكن أن تقدمه من تسهيلات للتداول والتحويل بين المصارف، إضافة لكونها آلية جيدة للرقابة على السيولة النقدية، بما يسمح بتوجيهها خدمة لمتطلبات الاقتصاد الوطني، وتعزيز الحكامة والرقابة والاستقرار المالي من خلال استحداث العديد من اللجان ذات التمثيل المتعدد بما يعطي فعالية أكثر، يبرز الحكامة في الشطاح المالي والمصري.

وبالإضافة إلى قانون النقدي والمصري، ناقش نواب المجلس الشعبي الوطني خلال الأسبوع المنصرم قانون مشروع القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي، وأجمع المشغلون على أن النظام المحاسبي المالي لم يأت بمبادئ وطرق محاسبية جديدة، وإنما بمنهجية تجعل المحاسبة أكثر تنظيما من أجل تشغيلها بطريقة فعالة، وذلك حتى يتمكن من إنتاج قوائم مالية وفق معايير المحاسبة الدولية.

ولم تتوقف مهام النواب عند مناقشة مشروع القانونين بشكل علني، وأمام مرأى ومسمع الطاقم الحكومي وعبر نقل مباشر للمداخلات، حيث تم برمجة جلسة اللجنة المالية والميزانية مع وزير المالية والنواب الذين يقترحون تعديل بعض المواد، على أن تتم المصادقة على مشاريع القوانين التي تم مناقشتها الأسبوع الماضي هذا الثلاثاء.



القانونية المرافقة للهدف الأسمى للحكومة اليوم، ومسيرة التوجه الجديد للدولة الجزائرية، نحو الانفتاح على الاستثمارات الأجنبية، وجعل البيئة الاستثمارية الجزائرية أكثر جاذبية.

ويعمل النواب منذ بداية العام الحالي رفقة الحكومة على مراجعة كل القوانين ذات الطابع الاقتصادي بهدف تشجيع الاستثمار والقضاء على البيروقراطية، وخلق التناسق والانسجام بين القوانين الصادرة كقانون الاستثمار.

استهلت لجنة الشؤون الاقتصادية سنة 2022 بالاستماع إلى رؤساء مدراء عامين في قطاعات الصناعة والطاقة والمناجم والصناعة الصيدلانية، واستضافت اللجنة الرئيس المدير العام للمجمع الصناعي العمومي المناجم الجزائرية، ومحافظ الطاقة الذرية، بالإضافة إلى المدير العام للتجارة الخارجية، والرئيس المدير العام لشركة «ديفانديس»، والرئيس المدير العام لمجمع مدار، بالإضافة إلى الرئيس المدير العام لشركة الأسمنت جيكا، ومدراء آخرين من مختلف الشركات العمومية الاقتصادية الكبرى بالبلاد.

ويقول رئيس لجنة الشؤون الاقتصادية والتنمية والصناعة والتجارة والتخطيط، النائب كمال بلخضر، إنه برفقة أعضاء

جلسات مكثفة للاستماع ولإسالة أعضاء الحكومة ومدراء عامين، وأخرى لمناقشة مشاريع القوانين المعروضة على طاولة النواب، هي أهم ما ميّز البرلمان بفرقته طيلة الثلاثي الأول من العام الجاري، حسنة الإقلاع الاقتصادي كان لا بد لها من وضع النقاط على الحروف فيما يخص بعض النصوص القانونية المكتملة لتلك التي حملها عام 2022، وفي مقدمتها قانون الاستثمار الجديد.

محمد فرقاني

نشاط دؤوب وحركية وجدول أعمال مكثف ميّز البرلمان خلال العام الجاري، فمسابقة الزمن لوضع المناقش القانوني والتشريعي من أجل مواكبة الإصلاحات التي باشرتتها الحكومة منذ تولي الرئيس تبون سدة الحكم، أضحت أولوية الأولويات بالنسبة للممثل الشعب، فالجميع يعمل على أن ترسو سفينة الاقتصاد التي تقودها الحكومة بيز الأمان، من خلال قوانين ونصوص تشريعية تشكل قاعدة ملى ومهيئة لإقلاع اقتصادي حقيقي هذا العام.

بأشر البرلمان في مناقشة المشاريع بسرعة قصوى، فهو ينتظر ما يقارب 43 مشروع قانون للمناقشة هذا العام، بعد أن ناقش وصادق نوابه عن 35 مشروع قانون خلال الدورة البرلمانية المنقضية، منها 12 قانونا يتعلق بتكثيف القوانين وتأسيس الهيئات التي نض عليها الدستور الجديد.

وستشهد السنة البرلمانية الحالية مناقشة 43 مشروع قانون جعلها ذات طابع اقتصادي تعطي دفعا للاقتصاد الوطني، والبداية كانت خلال الثلاثي المنقضي بمناقشة واحد من أهم القوانين التي تعتبر مكملة لقانون الاستثمار، إذ يرتقب المصادقة على قانون النقدي والمصري الثلاثاء المقبل، بالإضافة إلى مشروع قانون يتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي.

وقانون الصفقات العمومية وقانون البلدية والولاية، وقانون المقال الذاتي الموجود على مستوى لجنة الشؤون الاقتصادية والتنمية والصناعة والتجارة والتخطيط من أجل دراسته.

ومن المنتظر أن يسهم البرلمان بفرقته بحكم وظيفته التشريعية في الإقلاع الاقتصادي حقيقيا، من خلال الترساة

في إطار إدراج الرقمنة في المجال الاقتصادي إطلاق تطبيق للصفقات العمومية قريبا



● كشف المدير العام لصندوق ضمان الصفقات العمومية، وليد ناصري، أن هذه الهيئة العمومية ستطرح أول تطبيق مجاني خاص بالصفقات العمومية خلال السداسي الثاني من العام الجاري، في خطوة تدخل في إطار إدراج الرقمنة في مجال الإجراءات الاقتصادية.

وأوضح ناصري، في تصريح نقلته وكالة الأنباء الجزائرية، أن هذا التطبيق الموجه إلى المهتمين أو الشركاء الاقتصاديين سيتمكنهم من الاطلاع على مشاريعهم مع إمكانية التسجيل الإلكتروني، تحميل الوثائق، فتح حساب شخصي والاطلاع على المستحقات بالإضافة إلى مزايا أخرى.

وقال المتحدث إن الصندوق يعمل حاليا على تطوير موقعه الإلكتروني الحالي الذي يمكن مختلف المؤسسات الراغبة في الحصول على منتجات الصندوق من الاطلاع على كافة الشروط والوثائق اللازمة الخاصة بإعداد ملف يتم دراسته عن بعد. وتهدف هذه الخطوة ضمن المساعي الرامية إلى تطوير استعمال الرقمنة والتكنولوجيا، إذ أن هذه الإجراءات تغني المؤسسات عن مشقة التنقل إلى المديرية والفروع التابعة للصندوق إلا في حالة قبول الملف والإمضاء على عقد الكفالة أو التسبيق.

من جهة أخرى أكد المسؤول أن الصندوق يتجه نحو "أفاق جديدة" وروية مستقبلية مبنية على وسائل وطرق عصرية اعتبارا من السنة الجارية، بنية توسيع حصته في السوق التي تتراوح في حدود 20 بالمائة، من خلال عدة إجراءات أهمها العمل بنظام التسبير الرقمي لكل الشؤون الداخلية والخارجية لذات الهيئة. كما تعمل هذه الهيئة على توسيع مجال عملها وشبكة تواجدها على المستوى الوطني وجعلها قطبا معلوماتيا، دراسيا وتحليليا حول الصفقات، وكذا توسيع باقة منتجاتها التي تضم

حاليا 6 ضمانات ونوعين من قروض التسبيق، من أجل تسهيل الإنجاز المالي للصفقات العمومية. وخلال تطرقه إلى حصيلة الصندوق، أوضح ناصري، أن هذه الهيئة العمومية ذات الطابع التجاري والصناعي منحت قرابة 65 ألف كفالة بقيمة 936 مليار دينار للمؤسسات المستفيدة من مشاريع عمومية منذ إنشائها في 1998 إلى غاية نهاية 2022. وأضاف أن الصندوق منح أيضا قرابة 10 آلاف تسبيق مالي لأصحاب المشاريع العمومية التنموية بقيمة 236 مليار دينار لإنجاز مشاريعهم منذ بداية منح التسبيقات في 2006 إلى نهاية 2022.

ويتعامل الصندوق مع أكثر من 7000 مؤسسة عمومية وخاصة من الحجم الكبير، المتوسط والصغير، حيث تمثل المؤسسات الخاصة حوالي 80 بالمائة من إجمالي المؤسسات، حيث تعمل هذه المؤسسات على تجسيد مشاريع في قطاعات مختلفة، على غرار البناء والأشغال العمومية، الري والنقل وكذا توفير اللوازم وضمان الخدمات المرتبطة بهذه القطاعات، في حين أوضح ناصري من الناحية المقابلة أن صندوق ضمان الصفقات العمومية يدعم حاليا العديد من المشاريع الكبرى على غرار مشروع مطار الجزائر الدولي، ميترو الجزائر، شبكة السكك الحديدية وتهيئة منطقة وادي الحراش.

يذكر أن صندوق ضمان الصفقات العمومية مؤسسة عمومية تحت وصاية وزارة المالية لديها 4 مديريات جهوية و3 فروع موزعة عبر البلاد، تعمل على تأمين التوازن بين التطور المادي والمالي للمشاريع الخاصة بالتجهيزات العمومية، عبر منح ضمانات تسهل الإنجاز المالي للصفقات والمرافقة الفعلية طوال فترة مشاركة المؤسسات في إنجاز الطلبية العمومية.

ب. سعيد

برلين تبقى من بين أهم الشركاء التجاريين المبادلات بين الجزائر وألمانيا قاربت 4 ملايين دولار في 2022

النفط المقدر بنحو 815.82 مليون دولار. كما تصدر الجزائر إلى برلين زيوتا وغازا ومحروقات غازية، بالمقابل يعد الحديد والصلب ثاني أهم المنتجات المصدرة بقيمة 105,97 مليون دولار، تأتي بعدها المواد الكيماوية بقيمة 25,20 مليون دولار والأسمدة بقيمة 12,18 مليون دولار. من جانب آخر وبالنسبة لصادرات ألمانيا للجزائر، فإنها تتمثل في المركبات بقيمة 345,30 مليون دولار والأدوية والمواد الصيدلانية بقيمة 292,65 مليون دولار والعتاد والتجهيزات بـ 249,20 مليون دولار والحبوب بقيمة 127,55 مليون دولار. **حفيظ صوالي**

● بلغ مجموع المبادلات التجارية بين الجزائر وألمانيا السنة الماضية 3.86 ملايين دولار، منها 2.07 مليار دولار صادرات جزائرية إلى ألمانيا مقابل 1.79 مليار دولار واردات جزائرية، وتبقى أطراف التبادل والميزان التجاري تميل إلى صالح الجزائر. ووفقا للتقديرات الإحصائية لمنصة الأمم المتحدة للتجارة الدولية 'كومتراد' فإن الجزائر قامت بتصدير إلى ألمانيا ما قيمته 2.07 مليار دولار في سنة 2022. وتتمثل الصادرات الجزائرية أساسا في المحروقات، ويعد النفط أهم منتج مصدر لألمانيا بقيمة 1.10 مليار دولار، تليه المواد البترولية ومشتقات



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger